Ecumenical Conference On Poverty And Social Exclusion

30/09/2010

Philippe Courard

Mesdames, messieurs

Laissez-moi vous remercier de m'avoir convié à cette rencontre.

Etablir une approche commune pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale est un travail important.

Votre document « Do not deny justice for poor people » et ses propositions concrètes pour combattre la pauvreté traduit votre expertise en la matière.

Je ne peux que soutenir vos thèses de départ :

- Surmonter l'exclusion et permettre l'implication de tous dans société ;

- Intégrer la vision des personnes vivant en situation de pauvreté ;

- s'engager dans une alliance efficace et solidaire.

Ces lignes directrices doivent nous conduire vers une société accessible à tous, plus juste et plus solidaire.

Permettez- moi de commenter vos recommandations. Je voudrais avec vous aborder quelques thématiques :

1. La Clause Sociale dans le nouveau Traité de Lisbonne

La Présidence belge de l'UE soutient pleinement l'importance de la mise en place d'une Europe sociale.

L'exécution de l'article 9 du Traité de Lisbonne - la clause sociale - offre inévitablement une opportunité. Nous devons la saisir car dans la mise en œuvre de chaque politique, il sera désormais tenu compte de la dimension sociale.

Je le dis et je le répète à chacune de mes interventions ; La pauvreté ne se limite pas à un manque d'argent. Elle a trait au logement, à la santé, au travail, à la famille, à la participation sociale et culturelle mais aussi à l'enfance et à l'intégration.

Aujourd'hui, les "analyses d'impact social » permettent de mesurer, dans tous les secteurs les conséquences et les retombées des mesures politiques.

2. L'accès pour tous aux Services d'Intérêt Général

La Belgique a toujours défendu une approche intégrée des services sociaux d'intérêt général, surtout quand ils visent les

personnes en situation de pauvreté. Il faut aborder les préoccupations des personnes de manière globale avec des angles d'approches communs et éviter le cas par cas.

L'universalité de l'approche est défendue par la Belgique au niveau européen en partant du principe que tout citoyen, à un moment donné de sa vie, fait appel à un service social, de santé ou encore de logement. Cibler les actions sur les personnes en difficulté est donc insuffisant.

L'universalité d'accès est également fondamentale, notamment l'accès financier aux services. En matière d'éducation par exemple, il est nécessaire de lever toutes les barrières d'accès à ses services pour tous les enfants. Il est également fondamental d'investir dans les services de soutien à l'enfance et à la petite enfance accessible à tous.

La Commission européenne travaille à l'élaboration d'un cadre volontaire commun pour la qualité dans les services sociaux. Ceci a été fait en collaboration avec de nombreux *Stakeholders* dont *Eurodiaconia*. Ce cadre sera, je l'espère, adopté sous la présidence belge afin que les Etats membres et tout particulièrement les autorités locales et régionales puissent l'appliquer.

3. Le Revenu Minimum

Je suis ravi que vous abordiez aussi la nécessité d'un revenu minimum adéquat. C'est une des priorités de la Présidence belge.

Si travailler et percevoir un salaire décent est la meilleure garantie contre la pauvreté ; En ces temps de crise, trouver un job n'est pas la chose la plus aisée. Nous devons alors faire en sorte que les personnes exclues du monde du travail puissent bénéficier d'un revenu digne.

Il est nécessaire d'harmoniser les systèmes de revenu minimum. Il nous faut donc une définition commune de l'adéquation du revenu.

Deux Recommandations ont déjà été adoptées par la Commission sur ce thème, mais il reste encore beaucoup de progrès à faire. C'est pourquoi je soutiens l'objectif de l'adoption d'une Directive cadre sur la mise en œuvre du revenu

minimum adéquat dans chaque Etat Membre. Ce sera un travail de longue haleine car la plupart des Etats membres n'y sont pas favorable.

Avec la volonté de faire avancer les choses, la Belgique organisera un *Peer Review*. Cette réunion de travail entre états membres s'organisera le 26 novembre sur le thème des budgets standards.

La Belgique vient de terminer une étude sur ces budgets standards. Qu'entend-on par là exactement ? Nous avons calculé le montant d'un revenu adéquat en composant un panier de biens et de services dont une famille a besoin pour vivre en dignité. Nous avons également définis différents types de ménages

Cette étude a tenu compte du vécu des gens en situation de pauvreté. Ce reflet de la réalité est une des conditions pour mener une politique efficace de lutte contre la pauvreté.

L'organisation de ce Peer Review est une opportunité pour parvenir à définir des critères et des indicateurs communs au niveau européen. Ainsi, le budget standard pourrait être utilisé par l'ensemble des Etats membres comme outil de définition du revenu minimum adéquat.

4. Le sans-abrisme et la nécessité d'une politique à long terme

La problématique du sans-abrisme est également une des priorités de la Présidence belge. Une conférence consensus sera d'ailleurs organisée en décembre sur ce thème.

Cette conférence vise la recherche de points de vue communs sur les questions fondamentales du sans-abrisme. Cette approche contribuera alors à la mise en place d'une véritable stratégie européenne contre le sans-abrisme.

Des experts européens prendront part à cette conférence. Un rapport rédigé par des personnes en situation de sans-abrisme sera présenté. Il enrichira la conférence avec des points de vue et des propositions concrètes.

Cette conférence doit constituer une avancée visible vers l'éradication du sans-abrisme en Europe.

Permettez-moi un mot sur la problématique des ROM. Les Roms font l'objet de toutes les attentions au sein de l'UE. La Présidence belge souhaite organiser la 4è plate-forme Roms à Bruxelles en décembre.

La problématique des Roms est européenne. Ainsi, des experts, des responsables politiques et des ONG se rencontrent afin de mettre d'avancer vers meilleur

compréhension de la situation et nous l'espérons vers une solution.

Au cours de cette plate-forme, nous nous attarderons sur les problèmes des enfants Roms et à l'accès aux services vitaux tels que l'enseignement et les soins de santé. L'accès à ces services et l'inclusion de ce groupe de la population marginalisée au niveau social font partie des éléments les plus importants.

Je suis par ailleurs convaincu que la situation des Roms en Europe représentera un baromètre efficace dans les années à afin de mesurer la fiabilité du projet européen au niveau de l'intégration sociale.

5. Le soutien des familles en pauvreté

La dernière priorité de Présidence belge est la lutte à mener contre la pauvreté infantile. En Belgique, 17% des enfants sont confrontés à ce risque. Je pense que combattre la pauvreté infantile permet de briser le cercle vicieux de la pauvreté et la transmission intergénérationnelle des conditions de vie précaires.

Au début du mois de septembre, j'ai organisé une conférence européenne sur ce thème. Je suis heureux de vous annoncer que cette conférence a permis au Trio de la présidence (Espagne, Belgique, Hongrie) de signer une déclaration

commune en faveur d'une Recommandation de la Commission sur la pauvreté infantile. Cette déclaration appelle les Etats Membres à s'engager en garantissant aux familles des ressources financières et des allocations adéquates et l'accès aux services de qualité.

Lors de la Rencontre Informelle des Ministres européens compétent pour la lutte contre la pauvreté, prévue le 19 octobre, je présenterai cette déclaration du Trio en vue l'engagement des Etats Membres.

Au Conseil EPSCO du mois de décembre, j'espère ainsi aboutir à un consentement général quant à l'adoption d'une Recommandation sur la pauvreté infantile par la Commission européenne.

Permettez-moi en guise de conclusion d'aborder la nécessaire implication de tous dans la lutte contre la pauvreté.

Nous partons de la constatation qu'il est impossible de développer une politique sociale si les personnes directement concernée sont exclues du processus décisionnel. Le dialogue augmente en effet la compréhension mutuelle.

L'université d'Anvers a récemment démontré que 80% des responsables politiques ayant participé aux rencontres européennes de personnes en situation de pauvreté ont appris à mieux apprécier leur situation. Cette reconnaissance permet

alors l'élaboration d'une politique efficace de lutte contre la pauvreté.

Le dialogue est aussi important pour les personnes en situation de pauvreté. Ne pas être entendu renforce le sentiment d'exclusion et diminue l'estime de soi.

Dès lors, un chiffre retient mon attention. 87% des personnes en situation de pauvreté ayant pris part à ces rencontres en ont bénéficié dans leur épanouissement personnel.

Les personnes en situation de pauvreté comprennent mieux que développer une politique de lutte contre la pauvreté demande de la patience, des compromis, des débats, des confrontations d'idées, de l'action, et du soutien dans l'opinion publique.

Mesdames et messieurs

L'Europe a décidé de réduire la pauvreté en chiffrant un objectif commun chiffré : 20 millions de personnes en moins en situation de précarité pour 2020.

Ce chiffre n'est qu'un instrument de lutte. L'éradication totale de la pauvreté reste l'objectif final.

Pour atteindre notre but, il nous faut des alliés.

Des hommes et des femmes qui comme vous connaissent le terrain ;

Des hommes et des femmes qui comme vous ont une légitimité sociale et qui partagent nos valeurs de justice sociale.

Chers amis,

Nous luttons tous pour une Europe plus juste et plus sociale.

Je sais que vous apporter plus que votre pierre à cet édifice.

Je vous en remercie.

Philippe Courard

SE à la l'Intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté.